



منظمة الأغذية  
والزراعة  
للأمم المتحدة

联合国  
粮食及  
农业组织

Food  
and  
Agriculture  
Organization  
of  
the  
United  
Nations

Organisation  
des  
Nations  
Unies  
pour  
l'alimentation  
et  
l'agriculture

Organización  
de las  
Naciones  
Unidas  
para la  
Agricultura  
y la  
Alimentación

## COMITÉ DES PRODUITS

### RÉUNION CONJOINTE DE LA TRENTE-QUATRIÈME SESSION DU GROUPE INTERGOUVERNEMENTAL SUR LES FIBRES DURES ET DE LA TRENTE-SIXIÈME SESSION DU GROUPE INTERGOUVERNEMENTAL SUR LE JUTE, LE KÉNAF ET LES FIBRES APPARENTÉES

Rome, 31 janvier – 2 février 2007

### FONCTIONS ET RÔLES FUTURS DES GROUPES INTERGOUVERNEMENTAUX

## I. INTRODUCTION

1. Compte tenu, premièrement, d'une évaluation des activités de la FAO dans le domaine des produits et du commerce international et, deuxièmement, d'un examen des organismes internationaux de produit (OIP) effectué par la Commission européenne, il pourrait y avoir des recommandations ayant des incidences importantes sur les travaux futurs du Groupe intergouvernemental sur les fibres dures et du Groupe intergouvernemental sur le jute, le kénaf et les fibres apparentées. Les participants souhaiteront peut-être débattre de ces recommandations et donner des orientations sur les questions soulevées. Ils souhaiteront peut-être aussi examiner de façon plus approfondie les fonctions et le mode de fonctionnement de la Réunion conjointe.

## II. ÉVALUATION DES ACTIVITÉS DE LA FAO DANS LE DOMAINE DES PRODUITS ET DU COMMERCE INTERNATIONAL

2. Les délégations se souviennent peut-être qu'une évaluation du Programme 2.2.4 - Politiques alimentaires et agricoles a été examinée par la Comité du Programme à sa quatre-vingt-troisième session, en mai 2000. Cette évaluation concernait le fonctionnement des groupes intergouvernementaux, qui, à l'époque, avaient fait l'objet d'une réforme sous la direction du Comité des produits, afin de réduire nettement leur coût de fonctionnement. Cette évaluation avait mis en garde sur le fait que toute mesure d'économie ultérieure devrait être fondée sur une analyse adéquate, afin de réduire le risque de compromettre l'efficacité des groupes intergouvernementaux.

Par souci d'économie, le tirage du présent document a été restreint. MM. les délégués et observateurs sont donc invités à ne demander d'exemplaires supplémentaires qu'en cas d'absolue nécessité et à apporter leur exemplaire personnel en séance.

La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur l'Internet, à l'adresse [www.fao.org](http://www.fao.org)

3. L'Évaluation de 2006 des activités de la FAO dans le domaine des produits et du commerce international a été entreprise sous la direction du Service de l'Évaluation du Bureau du programme, du budget et de l'évaluation (PBE) de la FAO. L'équipe chargée de l'évaluation était composée de trois membres, dont deux étaient des consultants et le troisième un fonctionnaire de PBE. Elle travaillait en suivant les indications données par un groupe d'experts qui se réunissait pour examiner ses travaux. L'évaluation portait sur un large éventail d'activités de la FAO et sur le fonctionnement du Comité des produits et des groupes intergouvernementaux.
4. Au moment de la préparation du présent document, le rapport de l'équipe chargée de l'évaluation n'était pas encore disponible. Cependant, un projet de rapport indique les questions qui pourraient être soulevées dans le rapport final. Les observations de l'Équipe chargée de l'évaluation s'appliquent de façon générale à tous les groupes intergouvernementaux de produits, et ne se limitent pas aux deux groupes concernés par cette Réunion conjointe. Tout complément d'information dont on disposera au moment de la Réunion sera communiqué aux délégués.
5. L'un des points saillants du projet de rapport est l'accent qui est mis sur une participation accrue du secteur privé aux groupes intergouvernementaux. En associant les négociants privés à leurs travaux, les groupes pourraient, lors de leurs réunions, mieux s'occuper des questions qui sont essentielles pour le bon fonctionnement des marchés.
6. Lors de ses débats, l'Équipe chargée de l'évaluation a pris connaissance d'une opinion selon laquelle les groupes intergouvernementaux avaient perdu de leur intérêt. Avec le désengagement considérable des gouvernements des marchés des produits agricoles, on observe que les gouvernements s'intéressent beaucoup moins au Comité des produits et aux groupes intergouvernementaux. C'est en particulier le cas des principales cultures pour lesquelles c'est l'activité du secteur privé qui prédomine et ce sont les associations professionnelles qui ont les données les plus récentes et fournissent une grande quantité d'analyses des mouvements du marché à court terme. Il n'en va pas nécessairement de même pour des produits comme les fibres, pour lesquels il n'y a pas beaucoup d'organismes internationaux, en dehors des groupes intergouvernementaux.
7. L'Équipe chargée de l'évaluation a proposé de tenir des réunions régionales des producteurs, consommateurs, importateurs et exportateurs (en fait, des groupes intergouvernementaux régionalisés), en vue de débattre des questions présentant un intérêt commun pour les pays d'une région. Cependant, l'Équipe s'est interrogée sur la question de savoir si la Division disposerait des ressources nécessaires pour mettre en place les compétences spécialisées régionales requises et organiser des réunions régionales plus fréquentes. Quoi qu'il en soit, les réunions régionales pourraient être plus appropriées pour les produits caractérisés par une production mondiale étendue; les fibres représentées à la Réunion conjointe, considérées une par une, ne sont produites que dans un très petit nombre de pays.
8. D'aucuns ont indiqué à l'Équipe que les réunions de la FAO ne devraient pas porter sur les questions commerciales, qui devraient être laissées à l'OMC.
9. L'Équipe chargée de l'évaluation a estimé qu'il peut être utile d'examiner de près la valeur du dispositif actuel et de la prise en compte des produits, en accordant une attention particulière à l'importance de l'activité du secteur privé sur le marché de chaque produit, au degré d'intérêt des autorités lors des réunions et aux thèmes pour lesquels un intérêt est manifesté. Le coût de ces réunions doit également être pris en compte, d'autant plus que l'Organisation est confrontée à des contraintes budgétaires. À l'issue de l'examen, il sera peut-être décidé de réduire le nombre de produits qui pourraient être couverts par des groupes intergouvernementaux, ce qui libérerait des ressources pour financer une plus grande participation de parties prenantes non officielles à des réunions officielles et la tenue de réunions parallèles informelles.

### **III. EXAMEN DES ORGANISMES INTERNATIONAUX DE PRODUITS ENTREPRIS PAR LA COMMISSION EUROPÉENNE**

10. En février 2004, la Commission européenne a annoncé un « plan d'action » visant à aider les pays en développement à mieux exporter leurs produits agricoles. Ce plan portait notamment sur les questions d'efficience et d'efficacité des organismes internationaux de produits. Ensuite, au cours de l'année 2006 et avec l'aide d'un consultant, la Commission a procédé à un examen des divers organismes internationaux de produit, y compris ceux dont le secrétariat est assuré par la FAO.

11. Au moment de la préparation du présent document, les résultats de l'étude n'étaient pas disponibles. Les participants à la Réunion conjointe recevront toute information au sujet du fonctionnement des deux groupes intergouvernementaux dont on disposera d'ici là.